

Questions orales

LE MULTICULTURALISME

L'ÉTUDE ET L'APPLICATION DES RECOMMANDATIONS DU 4^e RAPPORT DU COMITÉ PERMANENT DE LA RADIODIFFUSION, DES FILMS ET DE L'ASSISTANCE AUX ARTS

M. Paul Yewchuk (Athabasca): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre chargé du multiculturalisme. A-t-il eu l'occasion d'étudier le Quatrième rapport du comité permanent de la radiodiffusion, des films et de l'assistance aux arts, rapport qui a été déposé le 7 janvier dernier? A-t-il donné suite ou se propose-t-il de donner suite aux recommandations dudit rapport?

L'hon. Stanley Haidasz (ministre d'État): Cette question fait encore l'objet d'une étude poussée de la part des ministres intéressés.

LA RECHERCHE D'UNE FORMULE POUR DES ÉMISSIONS DANS UNE TROISIÈME LANGUE SUR LES RÉSEAUX DE RADIO-CANADA

M. Paul Yewchuk (Athabasca): Monsieur l'Orateur, j'ai une question supplémentaire à poser au ministre chargé du multiculturalisme. A-t-il l'intention de se livrer, en collaboration avec Radio-Canada, le CRTC et son collègue, le secrétaire d'État, à des recherches afin de trouver une formule appropriée pour des émissions télévisées dans une troisième langue sur les réseaux de Radio-Canada et a-t-il pris des dispositions en ce sens?

L'hon. Stanley Haidasz (ministre d'État): Monsieur l'Orateur, cette question fait l'objet d'une étude poussée.

* * *

RADIO-CANADA

L'ANNONCE DU CRTC CONCERNANT L'ABANDON GRADUEL DE LA PUBLICITÉ—LES VUES DU GOUVERNEMENT AU SUJET DE L'ASPECT FINANCIER

M. Heward Grafftey (Brome-Missisquoi): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse à l'honorable secrétaire d'État. Comme le président du Conseil du Trésor a déclaré hier, après l'annonce du président du CRTC concernant l'abandon progressif de la publicité à la radio et à la télévision de Radio-Canada, que cette Société ne jouissait pas d'une haute priorité dans les projets de dépenses du gouvernement, quelle est la position officielle du gouvernement au sujet de la proposition du CRTC?

L'hon. James Hugh Faulkner (secrétaire d'État): Monsieur l'Orateur, j'aimerais d'abord corriger l'interprétation que fait le député des propos du président du Conseil du Trésor. Ce qu'il a dit, je crois, c'est que Radio-Canada ne jouissait ni de la plus grande ni de la plus faible priorité. Je crois que c'était là le sens de sa déclaration. Je parcours encore le rapport du CRTC.

M. Grafftey: Les fonctionnaires du CRTC ont-ils consulté le gouvernement ou les fonctionnaires de Radio-Canada au sujet des aspects financiers de la proposition du CRTC avant de la rendre publique.

M. Faulkner: Ils ne m'ont pas consulté, monsieur l'Orateur.

[M. Richardson.]

LES GRAINS

LES TERMES DE L'ENTENTE AVEC LES CHEMINS DE FER DANS L'ÉVENTUALITÉ DE L'ACHAT DE WAGONS-TRÉMIES PAR LE GOUVERNEMENT

M. Doug Neil (Moose Jaw): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre chargé de la Commission du blé. Comme on a annoncé en fin de semaine que le gouvernement entendait acheter 4,000 wagons-trémies supplémentaires pour le transport du grain, nous dirait-il si ces wagons feront l'objet d'une entente semblable à celle qui lie actuellement le gouvernement au CN et au CP et qui revient à donner 2,000 wagons-trémies aux chemins de fer à la condition qu'ils les entretiennent?

L'hon. Otto E. Lang (ministre de la Justice): Monsieur l'Orateur, l'entente actuelle ne porte que sur 2,000 wagons-trémies, et il en faudra une nouvelle pour l'autre série de wagons.

M. Neil (Moose Jaw): Dans ce cas, le ministre admettra-t-il que l'entente revient à accorder une subvention d'environ 45 millions de dollars aux compagnies de chemins de fer?

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît. C'est, bien sûr, un argument et une question posée en ces termes n'est pas acceptable.

* * *

L'INDUSTRIE

LA POSSIBILITÉ D'UNE MAINMISE DU GOUVERNEMENT SUR LA DE HAVILLAND AIRCRAFT COMPANY—LA QUESTION DE LA FABRICATION AU CANADA DE DIVERS ÉLÉMENTS DE L'ADAC

M. Paddy Neale (Vancouver-Est): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au ministre de l'Industrie et du Commerce. Comme le ministère envisage de prendre possession de l'usine de Toronto de la société De Havilland, pour laquelle un montant additionnel de 28.8 millions de dollars figure dans le budget des dépenses de 1974-1975, voudrait-il donner à la Chambre l'assurance que des garanties suffisantes seront données en vue de s'assurer que les divers éléments de l'ADAC seront toujours fabriqués au Canada et, en particulier, que le moteur PT-6 sera entièrement fabriqué au Canada par United Aircraft de Longueuil, Québec?

L'hon. Alastair Gillespie (ministre de l'Industrie et du Commerce): Monsieur l'Orateur, le député veut faire allusion à l'option que le gouvernement doit exercer d'ici la fin juin cette année. Elle a été prise lorsque nous avons convenu d'engager des capitaux considérables dans la fabrication de ces ADAC. Pour l'information du député et de la Chambre, le gouvernement n'a pas encore décidé s'il exercera son option.

LA MENACE DE DÉMÉNAGEMENT AUX ÉTATS-UNIS ATTRIBUÉE À LA UNITED AIRCRAFT—LES MESURES DE PRÉVENTION ENVISAGÉES CONTRE LA PERTE D'EMPLOIS

M. Paddy Neale (Vancouver-Est): Monsieur l'Orateur, ma question supplémentaire s'adresse au ministre de l'Industrie et du Commerce. D'après des reportages récents publiés dans la *Gazette* de Montréal, United Aircraft menace de déménager aux États-Unis. Quelles dispositions le ministre est-il disposé à prendre pour empêcher que des